



## 16ème législature

<b>Question N° :</b> <b>13714</b>	De <b>M. Hubert Julien-Laferrière</b> ( Écologiste - NUPES - Rhône )	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé</b> > Intérieur et outre-mer		<b>Ministère attributaire</b> > Intérieur et outre-mer
<b>Rubrique</b> > police	<b>Tête d'analyse</b> >Présence de militants d'ultra-droite au sein de la police et la gendarmerie	<b>Analyse</b> > Présence de militants d'ultra-droite au sein de la police et la gendarmerie.
Question publiée au JO le : <b>12/12/2023</b> Date de changement d'attribution : <b>12/01/2024</b> Question retirée le : <b>11/06/2024</b> (fin de mandat)		

### Texte de la question

M. Hubert Julien-Laferrière interroge M. le ministre de l'intérieur et des outre-mer sur la possible présence de membres de groupuscules d'ultra-droite au sein des forces de l'ordre françaises. Le 3 avril 2023, lors d'un débat à l'Assemblée nationale sur la lutte contre le terrorisme d'extrême-droite, M. le député avait interpellé l'ancien ministre des outre-mer, M. Jean-François Carenco, au sujet de l'affaire « FR DETER ». Ces boucles Telegram, organisées en groupes départementaux, rassemblaient des centaines de militants d'ultra-droite à travers la France, incitant à des actions violentes contre des militants et des élus de gauche, des journalistes, des personnes d'origine extra-européenne et des personnes de confession musulmane. Jusqu'à leur fermeture en avril 2024, elles comptaient jusqu'à 7 500 membres, incluant dans leurs rangs un jeune policier adjoint varois suspendu après la révélation de sa participation à ces groupes. M. le ministre Carenco avait alors affirmé prendre le problème très au sérieux, mais, ne disposant pas de chiffres précis sur le nombre de militants d'ultra-droite au sein des différentes forces de police et de gendarmerie, il s'était engagé à les transmettre rapidement à M. le député. Malheureusement, malgré des relances, ces données n'ont toujours pas été fournies. L'ultra-droite demeure pourtant un problème majeur pour la sécurité intérieure, comme en témoignent les récents événements survenus après le tragique meurtre du jeune Thomas Perotto à Crépol dans la Drôme le 19 novembre 2023. Des groupuscules d'ultra-droite ont organisé, dans la semaine suivant le drame, des rassemblements violents contre le quartier de Romans-sur-Isère d'où étaient originaires les agresseurs, effectuant des expéditions punitives, des ratonnades et des saccages, tout en scandant des slogans racistes et islamophobes. D'autres manifestations du même type ont eu lieu à la même période à Paris, Lyon, Rennes et Cherbourg. Certains médias ont relayé des informations selon lesquelles des militants d'ultra-droite, détenant des détails précis sur les suspects dans le meurtre de Crépol, pourraient avoir des liens avec des membres des forces de l'ordre. Il lui demande donc de lui fournir les chiffres précis sur la présence de l'ultra-droite au sein de la police et de la gendarmerie nationales, conformément à l'engagement pris par l'ancien ministre délégué à l'Assemblée nationale.